print

## Haïti : Des élections à saveur de cocaïne

De Leslie Péan

Global Research, janvier 29, 2014

Url de l'article:

http://www.mondialisation.ca/haiti-des-elections-a-saveur-de-cocaine/5366681

En septembre 2013, Joris Mergelus, chef de l'Unité anti-drogue en Haïti, écrivait : « 114 dealers de drogue présumés et leurs complices ont été arrêtés, 1.554 kilos de cocaïne et de marijuana ainsi que plus de 1 million de dollars saisis entre Janvier et mi-Septembre 2013, comparativement à 124 arrestations, plus de 634 kg de stupéfiants et environ US\$ 93.000 confisqués de Janvier à Décembre 2012 [1]. » En réalité, il s'agit de la continuation de la route prise par la société haïtienne depuis le gouvernement des Duvalier. Un combat prétendument engagé pour le meilleur, mais passant par la route du pire. Un projet réactionnaire et servile en soi qui a investi le champ politique en force. En effet, c'est à coup de dollars que les élections sont organisées chaque fois en Haïti. Il n'y a même pas besoin de simulacres. Deux mois avant les élections de novembre 2010, les Nations Unies exprimaient ouvertement leurs craintes en disant : « il existe un risque que la campagne pour les prochaines élections — en particulier les législatives — peut être contaminée par le financement provenant d'activités illégales, y compris le trafic de drogue qui continue d'être un facteur de déstabilisation en Haïti [2]. »

Depuis 2004 et même avant, Haïti est reconnue comme une plaque tournante de la cocaïne dans les Caraïbes. Selon Joe Mozingo du *Miami Herald* [3], « *la connexion de la cocaïne en Haïti* » est une vérité de La Palice. Au cours de la décennie 1994-2004, la condamnation pour trafic de cocaïne et l'emprisonnement de militaires et d'officiels du gouvernement Lavalas accusés et poursuivis par la *Drug Enforcement Agency* (DEA) indiquent clairement que la profondeur du mal dépasse de loin les frontières idéologiques. Les dernières révélations le 6 janvier 2014 parues dans le journal mexicain *El Universal* [4] au sujet de la DEA au Mexique indiquent que « *l'agence antidrogue américaine* (*DEA*) et des membres du ministère de la justice américain auraient collaboré pendant des années avec le cartel mexicain de Sinaloa en échange d'informations sur les cartels rivaux. Entre 2000 et 2012, les agents américains auraient ainsi organisé une cinquantaine de rencontres avec les mafieux, sans en informer les autorités mexicaines [5]. »

Les autorités américaines de la DEA et de la CIA ont laissé le cartel de Sinaloa envahir le marché américain avec des milliards de dollars de cocaïne en échange d'informations sur les cartels concurrents des Arellano Felix, Beltran Leyva, Los Zetas, Carillo Fuentes, Gulf et La Familia. Le marché de la cocaïne représente annuellement 45 milliards de dollars et 90% de la cocaïne consommée aux États-Unis passe par le Mexique. Les relations occultes des autorités américaines avec les mauvais garçons mexicains ne sont pas nouvelles. Pour s'en rendre compte, on peut consulter les articles de Gary Webb publiés en 1996 dans le San Jose Mercury News référant à l'alliance ténébreuse de 1982 à 1994 entre la CIA et les Contras.

Ces informations, bien que rejetées dans les deux volumineux rapports produits en 1998 par l'Inspection Générale de la CIA (Inspector General's Report on CIA-Contra Drug Trafficking), indiquent qu'il était impératif pour les autorités compétentes de fermer les yeux ou de regarder ailleurs. C'est précisément le cas

quand le blanchiment d'argent a explosé pour sauver le dollar et éviter qu'il ne vole en éclats lors de la crise de 2008, la plus grande crise financière depuis celle de 1929. Pour ne pas profaner le Dieu de l'argent en donnant le *blues* à la Réserve Fédérale, il a fallu occulter certaines réalités.

## Le financement du capitalisme par l'argent de la drogue

En effet, les rapports de corruption entre les autorités américaines et les cartels de la drogue ont été remarqués particulièrement à l'occasion de la crise financière mondiale de 2008. Dans le désespoir et pour sortir du véritable carnage des 200 plus grandes banques en faillite, annonçant alors la fin du système capitaliste, les autorités américaines ont accepté la fausse bonne idée de se faire financer par les cartels de la drogue. Et depuis lors, le système est incapable de leur tourner le dos. De manière ouverte ou clandestine, ce passé rattrape le système. La révélation de ces rapports mafieux est faite, entre autres, par Antonio Maria Costa, directeur de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (UNODOC) [6]. Dans son entendement, c'est grâce aux profits générés par le crime organisé que le pire a été évité.

« Dans de nombreux cas, l'argent de la drogue a été la seule source de liquidités disponibles. Dans la seconde moitié de 2008, le manque de liquidités a été le principal problème du système bancaire » a-t-il dit [7]. Des 1 000 milliards de dollars par an blanchis dans le système financier mondial, 400 milliards viennent du commerce de la drogue (marijuana, cocaïne, héroïne, etc.) [8]. Dans l'optique de la loi du plus fort, ces malversations n'ont provoqué aucun tollé ni scandale. Dans le tourbillon de la vie quotidienne, les agissements scandaleux ont été accueillis avec indifférence et certains de ces banquiers corrompus engagés, entre autres dans les manipulations du taux du LIBOR, ont même eu droit à une certaine reconnaissance [9]. Sur cette lancée, on notera aussi que la production d'opium en provenance d'Afghanistan a augmenté de plus de 900% depuis l'invasion américaine en 2001. Cette augmentation a contribué à financer les pertes de plus de 1 000 milliards de US\$ de produits dérivés toxiques enregistrées par le système financier international lors de la crise de 2008.

Selon Peter Dale Scott, « la banque HSBC pourrait avoir blanchi environ 7 milliards de dollars de revenus narcotiques grâce à sa filiale mexicaine sans que personne n'aille en prison [10]. » Le blanchiment d'argent de la drogue par les grandes banques a été sanctionné par les institutions de régulation, mais les pénalités ont rarement dépassé 2% des profits. Un cas édifiant est celui de la banque Wells Fargo qui a racheté la banque Wachovia au cœur du blanchiment de 378 milliards de dollars en provenance des cartels de cocaïne du Mexique [11] au cours des années 2002-2008. L'égoïsme des uns s'affiche d'un côté dans toute sa pétulance tandis que de l'autre, la misère des autres est exposée dans toute sa laideur.

Les rapports du système financier international avec les barons de la drogue font penser aux rapports entre l'Angleterre et la Chine conduisant aux guerres de l'opium du 19<sup>e</sup> siècle au cours desquelles l'évangélisme n'a pas été absent. C'est bien au nom de la liberté religieuse que l'Angleterre oblige les Chinois à consommer de l'opium. Pour conquérir le pouvoir et le garder, tous les moyens sont bons selon certains. Même si cela doit inclure l'alliance avec le diable comme c'est le cas avec les alliances tacites de certains évêques avec les cartels de drogue au Mexique, pendant que près de 300 prêtres sont obligés de fuir pour échapper à la mort dans leur paroisse.

## Quatre tonnes de cocaïne par mois

En Haïti aussi, de telles alliances sont courantes. La religion catholique a été

présente dès l'arrivée des premiers esclaves débarqués des cales des négriers. Elle a traversé le temps en menant un combat contre le vaudou classé parmi les superstitions africaines. Syncrétisme aidant, la mentalité de l'Haïtien moyen convaincu de la capacité destructrice des « messes noires » a subi une mutation devant la continuation du pouvoir maléfique des Duvalier, malgré les persécutions dont le clergé catholique fait les frais.

Dans un style qui semble être à la fois celui de la fiction et du reportage journalistique, Nicolas Jallot reconstitue une tranche assez cocasse de l'histoire du trafic de la cocaïne en Haïti. En levant les bras vers le ciel à la recherche d'une solution divine à ses tourments, un paysan sans terre voit un jour tomber du ciel des sacs d'une poudre blanche qu'il assimile dans un premier temps à de la farine. Une manne dont il ne tardera pas à découvrir la vraie nature... et la valeur. L'heureux paysan vend sa « farine » au boulanger du coin qui « porte plainte contre (lui), car sa pâte ne prend pas » [12].

On apprendra plus tard que le largage à tout vent de milliers de petits sacs de cocaïne était à la fois plus efficace et moins coûteux que la formule traditionnelle d'import-export avec l'aide d'intermédiaires de plus en plus gourmands. L'opération eut tant de succès qu'à l'approche du nouvel an, les Haïtiens en général, et surtout ceux, des régions côtières se souhaitaient mutuellement de faire une petite « trouvaille », nom donné par la malice populaire au précieux paquet tombé du ciel ou emporté sur le rivage par les vagues !

Ainsi quatre tonnes de cocaïne par mois sont larguées par les petits avions des trafiquants colombiens et récupérés par leurs associés haïtiens qui les acheminent ensuite au Mexique et en Floride. Mark Fineman en discute à Aquin dans le Sud [13], et Joe Mozingo en parle aux Gonaïves. Vingt sept clans colombiens se font concurrence sur le territoire haïtien. Ils sont autour des hautes sphères du pouvoir depuis le régime de Jean-Claude Duvalier quand « les fructueuses affaires de Frantz Bennett, frère de Michèle Bennett-Duvalier, sont mises en évidence [14] » avec son arrestation par la DEA. Depuis lors, la cocaïne est au cœur de l'activité politique en Haïti. Selon Gérard Pierre-Charles en 1999, « l'État ne fonctionne pas et les barons de la drogue pourraient devenir les maîtres du pays [15]. »

En réalité, considérant que 70 tonnes de cocaïne, ont transité par Haïti en 1999, d'après le Département d'État, les trafiquants sont déjà les maîtres. Le journaliste Christophe Wargny dira en juin 2001 qu'on peut considérer « en Haïti, la drogue comme substitut au développement » [16]. L'influence de la drogue dans la politique en Haïti est telle que Bruce Bagley, professeur à l'Université de Miami, qualifie le renversement du président Aristide le 29 février 2004 de « coup d'État des narcos » [17]. Depuis, la dérive n'a pas cessé. La dégradation continue, et le sujet de la cocaïne est devenu habituel. Selon Hillary Clinton, Secrétaire d'État américain, en 2010, la drogue transitant par Haïti serait d'un montant équivalent à 500 millions US [18]. Un montant sous-estimé car, déjà en 1993, les recherches du député démocrate John Conyers indiquaient un trafic d'une valeur double, soit d'un milliard de dollars US\$ sur le marché américain [19].

Le mauvais pli s'affirme à nouveau comme au temps des militaires avec les colonels Jean-Claude Paul et Michel François. Depuis l'arrivée au pouvoir de Michel Martelly, surnommé également « Sweet Micky » comme le fameux colonel, les clans de la drogue voient arriver l'heure du recyclage de leur produit. Nombre d'anciens militaires se sont reconvertis dans le secteur privé et dirigent ou travaillent dans des compagnies de sécurité. Qui les payent mieux que l'armée d'Haïti. D'autres ont carrément viré dans la mafia, un peu comme les anciens du KGB ont fait leur reconversion dans la Russie des hommes à la gâchette facile. La

prise du pouvoir par le chanteur-président, symbolisant l'absence de tout repère éthique, représente une occasion idéale pour cette engeance de redémarrer le juteux trafic. Le 23 février 2012, « 300 kilos de cocaïne estimés à 2,5 millions de dollars américains sur le marché haïtien ont été saisis lors d'une opération conjointe du Bureau de lutte contre le trafic des stupéfiants (BLTS) et de l'Agence américaine antidrogue (DEA) [20]. »

Ces mouvements des cargaisons de cocaïne se répètent à l'infini, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, comme dans les potpourris du musicien Sweet Micky! Ce dernier, il faut le reconnaître, n'a jamais caché d'y avoir goûté et pris son pied. Sans faux puritanisme. Il dit s'en être démarqué comme un apprenti sorcier qui maudit sa première cuite. Sans donner des détails sur sa désintoxication. Il n'empêche que la cocaïne a planté ses racines assassines au cœur du terroir. Selon le Département d'État américain, les Rapports de Transactions Suspectes [Suspicious Transaction Reports (STR)] n'étaient que 49 en 2011 et 43 en 2012, tandis que les Rapports de Transaction en Espèces (Cash Transaction Reports)] étaient de 244 297 en 2011 et de 264 099 en 2012 [21]. Avec une magie inépuisable, de nouvelles procédures sont constamment inventées pour blanchir l'argent sale. Dans un temps qui semble rester en suspens, les autorités monétaires haïtiennes n'ont pas vu les traits, pourtant d'une grande netteté, des 100 millions de US\$ en espèces allant au Panama annuellement [22]. D'ailleurs, les autorités américaines ont détecté ce dangereux entre-deux entre Haïti et le Panama en 2012.

On ne peut rien laisser en désordre pour faire fonctionner un réseau de passagers voyageant avec 25 000 dollars chacun dans des vols totalisant 1 million de US\$ au décollage [23]. Une bonne trousse de suggestions est nécessaire. Loin des clichés éculés d'une modernité démodée, la récidive des bandits légaux est ambitieuse. Partisans et adversaires des clans mafieux au sein du gouvernement n'ont pas seulement le goût du travestissement des carnavals. Ils peuvent aussi avancer sans bruit dans la démesure et l'horreur. Surtout quand ils ne se déchirent pas dans de sombres fresques politiques autour d'intrigues alambiquées de cargaisons de cocaïne recueillies par exemple à l'Anse-d'Hainault au cours du week-end du 18 mars 2012 [24] ou encore à Port-Salut le 12 septembre 2013. Un combat sans merci dans lequel Haïti agonise.

Dans le cas de l'affaire de drogue à Port-Salut, Jean Renel Sanon, ministre de la Justice, est intervenu en personne pour libérer les deux trafiquants Woodly Ethéard, alias Sonson, et Evinx Daniel. Avec la superficialité de celui qui revendique la liberté de choisir ses amis comme bon lui semble, le président Martelly s'est associé au présumé trafiquant Evinx Daniel en s'exhibant avec lui au Dan's Creek hotel de Port-Salut. Dans le collimateur du FBI pour trafic de drogues et blanchiment d'argent, ce dernier serait devenu, semble-t-il, une menace pour le pouvoir. Arrêté par le Commissaire du Gouvernement des Cayes Jean-Marie Salomon [25] en septembre 2013, il est libéré sous les pressions du président Martelly qui en profite pour révoquer le magistrat. Cet acte irréfléchi a provoqué l'ire du FBI qui l'aurait amené aux Etats-Unis pour enquête. De retour au pays, il a disparu de la carte depuis le 5 janvier 2014.

(à suivre)

Leslie Péan

Économiste, écrivain

Soumis à AlterPresse le 24 janvier 2014

[1] Joe Colas, « Plus de 238 arrêtés, 2.200 kg saisis en Haïti dans le cadre de la

- lutte anti-drogue », Haïti en marche, 23 septembre 2013.
- [2] Report of the Secretary-General on the United Nations Stabilization Mission in Haiti, *United Nations Security Council*, New York, September 1, 2010, p. 3.
- [3] Joe Mozingo, « Haïti cocaïne connexion », Miami Herald, June 3, 2004.
- [4] Doris Gómora, « La guerra secreta de la DEA en México », El Universal, 6 de Janeiro de 2014. Lire aussi Per Liljas, « U.S. Government Helped Rise of Mexican Drug Cartel », Time, January 14, 2014. Lire enfin Tracy Wilkinson and Ken Ellingwood, « International banks have aided Mexican drug gangs », Los Angeles Times, November 27, 2011.
- [5] « Feu à la poudre Les relations troubles entre les Etats-Unis et un cartel mexicain », *Blog Le Monde*, 14 janvier 2014.
- [6] Rajeev Syal, « Drug money saved banks in global crisis », claims UN advisor, The Observer, London, 12 December 2009. Lire aussi « La criminalité organisée, une menace mondiale pour la sécurité », *United Nations Information Service*, Vienna, UNIS/CP/618, 3 juin 2010.
- [7] « Le trafic de drogue a sauvé l'économie mondiale, selon l'ONU », LMOUS, 5 janvier 2010.
- [8] Thierry Francq et Alain Damais, *Problèmes économiques*, n° 2674, 19 juillet 2000, p. 2.
- [9] Leslie Péan, « La corruption du LIBOR et par le LIBOR », Le Nouvelliste, Port-au-Prince, 10 et 11 août 2012. Voir aussi Alter Presse, Port-au-Prince, 13 et 15 août 2012.
- [10] Maxime Chaix, « Les drogues et la machine de guerre des Etats-Unis », Réseau Voltaire, 18 juillet 2013.
- [11] Ed Vulliamy, « How a big US bank laundered billions from Mexico's murderous drug gangs », *The Guardian*, April 2, 2011.
- [12] Nicolas Jallot et Laurent Lesage, Haïti Dix ans d'histoire secrète, Paris, Éditions du Félin, 1995, p. 153. Lire aussi, Nicolas Jallot, Haïti la plaque tournante de la drogue », Le Point, no. 1132, 28 mai 1994, p. 70.
- [13] Mark Fineman, « Drug Cartels Set Back Efforts to Bring Democracy to Haiti », Los Angeles Times, October 30, 1998.
- [14] Nicolas Jallot et Laurent Lesage, *Haïti Dix ans d'histoire secrète*, op. cit., p. 154.
- [15] « Haiti : a shabby epilogue », Newsweek, November 27, 2000.
- [16] Christophe Wargny, « En Haïti, la drogue comme substitut au développement », Le Monde diplomatique, Paris, juin 2001.
- [17] Lydia Polgreen and Tim Weiner, « Drug Traffickers Find Haiti a Hospitable Port of Call », New York Times, May 16, 2004
- [18] Hillary Rodham Clinton, "International Donors Conference: Towards a New Future for Haiti," *US State Department*, March 31, 2010.
- [19] Dennis Bernstein and Howard Levine, « The CIA's Haitian Connection », San Francisco Bay Guardian, 11/3/93.
- [20] « 300 kilos de cocaïne saisis et deux arrestations à Port-au-Prince », *Radio Kiskeya*, 24 février 2012 ?

[21] United States Department of State, Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs, *Money Laundering and Financial Crimes*, Country Database, March 7, 2012 and June 2013.

[22] United States Department of State, 2012 International Narcotics Control Strategy Report II (INCSR), Volume II: *Money Laundering and Financial Crimes*, March 7, 2012.

[23] Ibid, p. 105.

[24] Jackson Joseph, « Une autre affaire de drogue », Le Matin, 9 avril 2012.

[25] RNDDH, Trafic illicite de drogues : Le Gouvernement MARTELLY / LAMOTHE met tout en œuvre pour protéger les narcotrafiquants proches du Pouvoir, P-au-P, 19 septembre 2013.

Copyright © 2014 Global Research